

## Pour une participation massive des femmes aux processus de décision et contre les violences faites aux femmes

### Forum des femmes de Kédougou

Le mercredi 14 mars 2012 s'est tenu au CDEPS de Kédougou le Forum des Femmes de Kédougou. Le thème a porté sur « Pour une large participation des femmes aux processus de décision et contre les violences faites aux femmes ». Le forum a mobilisé plus de deux cents (200) participantes d'horizons divers tels Salémata, Bandafassi, Dindéfelo, Mako, Saraya, Samécouta, Dimboli, Fongolimbi et Kédougou commune.



Après les allocutions de la présidente de l'Association de développement des femmes de Kédougou (ADFK) Assa Diallo, de la représentante de la Fondation Konrad Adenauer (FKA) Ute Bocandé et de Mme Traoré représentant le Médiateur de la République, la conseillère municipale Bintou Founé a ouvert les travaux au nom du maire de Kédougou. Après

une courte phase de brainstorming, Carim Camara, à travers un jeu de questions et réponses a instauré un débat sur le premier point à l'ordre du jour relatif aux violences faites aux femmes.

La participation massive des femmes a permis de faire un listing plus ou moins exhaustif des différents types de violences constatées dans les voisinages. Devant les témoignages poignants des unes et des autres, les femmes se sont bien appropriés les différents exemples de violences endurées par les femmes, violences parmi lesquelles nous pouvons noter : des cas de brutalités d'époux sur leurs épouses, de mise en situation de travaux champêtres ou domestiques pénibles, de privations de certaines libertés, de manque de bonne prise en charge et d'entretien des femmes par leurs époux, de relations sexuelles faites sous la contrainte car sans le consentement de la conjointe, de mariages forcés voire même précoces ayant à la longue été à l'origine de fistules douloureuses et s'étant terminée pour une mise en quarantaine des victimes, des cas de discrimination dans l'accès des filles à l'école, des femmes aux emplois où elles ont été souvent l'objet de chantage par les hommes qui ont tenté à leur promettre un emploi en acceptant de coucher avec leur « bienfaiteur », la pratique encore exis-

tante des mutilations génitales féminines.

Les causes de ces formes de violences ont été situées à différents niveaux tant dans le cadre familial (éducation de base), à l'école, dans la société. La responsabilité des parents dans l'éducation de leurs enfants est à mentionner, car la fuite de responsabilité explique l'absence de suivi des filles à travers leur port vestimentaire des fois indécent. La peur de dénoncer les époux coupables sous risque de représailles de la part du mari coupable a été également diagnostiquée. L'inexistence d'un système de médiation dans le quartier participe aussi de l'aggravation de ce mal.



Le fait de se faire conseiller par le chef de quartier aux fins d'une médiation avec l'époux fautif a été préconisé. En cas d'échec de toutes ces propositions de solutions, l'assemblée de participantes a jugé nécessaire que le recours à la gendarmerie, par le biais d'une dénonciation anonyme, ou à travers une plainte pour ester en justice, pourrait s'avérer bénéfique et profitable. Une telle action va pouvoir prévenir et éviter ces cas de violences qui, selon les milieux (rural, urbain) ont tendance à devenir monnaie courante.

Un résultat positif a été enregistré par rapport à la pratique des mutilations génitales féminines, car elle est en train de disparaître grâce aux sensibilisations et aux mobilisations des

populations, comme l'a témoigné une ancienne exciseuse.

Après une pause déjeuner d'une trentaine de minutes, le second point de la journée a été entamé, il était relatif à l'importance de la participation des femmes aux processus de décision : le cas de la présidentielle 2012 ». Le prétexte choisi a été le choix de deux participantes simulant le rôle de leader de parti politiques devant faire une brève campagne électorale, avant le vote proprement dit, avec comme deux partis le Balaal Rewbe et Sukabé en lice. Le scrutin a ainsi démarré pour montrer à toute l'assistance les différentes phases du processus électoral et les comportements à éviter.



Un certain nombre de recommandations a été fait sur l'importance de la tenue vestimentaire à mettre le jour du vote, sur le caractère secret du vote, sur la nécessité d'aller à l'heure au bureau de vote. L'accent a été également mis sur la conscientisation des participantes sur le refus de l'achat des consciences par quelques procédés que ce soit. Mieux, un sketch sur l'achat de conscience a été joué avec un point focal sur la nécessité pour les femmes de ne pas forcément voter pour le candidat choisi par leur époux. Sur ce, la meilleure représentativité des femmes dans les instances de décision a été suggérée et, à-t-il été précisé que cela ne peut passer que par l'élection de femmes dans les fonctions électives tant en qualité d'élues locales (conseillères

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

SENEGAL

OLIVIER BANGAR

März 2012

Platz für Verlinkung

[www.kas.de](http://www.kas.de)

rurales, municipales, régionales) que de députées.

En guise de conclusion, il a été fait



une vibrante incitation à leur vote massif, responsable, bien réfléchi, car, le vote étant un acte responsable, personne se saurait influencer qui que ce soit à voter contre le candidat de son choix qu'elle aura à choisir sur la base de son programme réalisable. Il a également été constaté la très grande participation des femmes à cette journée.



L'invitation a donc été faite aux participantes de procéder, une fois de retour chez elles, à des démultiplications aux fins de diffuser plus largement les idées débattues lors du forum pour que mieux formées, les femmes soient à même de jouer amplement une plus grande partition à l'œuvre de construction de la démocratie voire de consolidation de notre très jeunes démocratie en devenir. La parole revenait alors à la représentante du maire qui après avoir félicité les participantes et les avoir exhortées à plus d'engagement, de déclarer clos le forum. Reste à espérer que les

femmes se feront le devoir de multiplier les résultats des travaux et participeront massivement aux prochaines échéances électorales.